

LE NOUVEL INTELLECTUEL

Dossier n° 13
Institut Tricontinental
de Recherche Sociale
Février 2019

**Traduit par Dominique Macabies, édité par Fausto Giudice, [Tlaxcala](#)*

Où que l'on regarde, on se trouve au bord de l'abîme. Des crises économiques intolérables et des problèmes sociaux et environnementaux profondément ressentis s'emparent de la planète, elle-même menacée de catastrophes climatiques. Le libéralisme en tremble, après s'être abandonné au capitalisme monopoliste il y a des décennies. Les hommes forts – Poutine, Erdogan, Duterte, Trump, Modi – se sont proposés comme sauveur, que ce soit aux USA, au Brésil, aux Philippines ou en Pologne. Il semble difficile de trouver de nouvelles idées, en particulier des idées qui suscitent l'espoir d'un avenir. C'est dans ce contexte que nous – à l'Institut Tricontinental de recherche sociale – avons été à l'œuvre. Dans ce 13^{ème} Dossier, nous fournissons une brève évaluation de notre compréhension de notre travail – notre participation à la bataille des idées et notre engagement dans la production de nouveaux intellectuels. Ces deux questions – la bataille des idées et le nouvel intellectuel – sont l'objet des deux premières parties de ce dossier. La troisième partie engage une brève discussion de notre contexte politique et offre une carte de nos préoccupations et de nos recherches. Nous attendons avec impatience votre réponse à notre invitation au dialogue.



Image de couverture (dans le sens horaire à partir du haut à gauche): Andrée Blouin, Marielle Franco, Winnie Madikizela-Mandela, Hugo Chávez, Anna Julia Cooper, Alexandra Kollontai, Vilma Espín, Anahita Ratebzad, Frantz Fanon, Godavari Parulekar et Friedrich Engels.



Partie I :
La bataille des idées



En 1999, Fidel Castro, de Cuba, a présenté au grand public le concept de la « bataille des idées ». Deux développements parallèles ont forcé Castro à lancer une campagne publique sur la notion d'idées et de moralité : l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et son impact sur Cuba.

(1) L'effondrement de l'URSS

En 1991, l'URSS, qui avait vu le jour avec la Révolution d'Octobre 1917, se dissout. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, les USA et leurs proches alliés ont semblé sortir vainqueurs d'une lutte titanesque pour définir la trajectoire de l'humanité. À cette époque, un jeune employé du Département d'État US, Francis Fukuyama, utilisa sa compréhension de G.W.F. Hegel (1770-1831) pour affirmer que nous étions entrés dans une nouvelle période : la « fin de l'histoire ». Aucune nouvelle voie n'était possible. Le présent serait éternel. Voici pour Fukuyama les éléments essentiels du présent :

1. Un ordre mondial avec les USA et leurs alliés comme puissances dominantes.
2. Des politiques de libre-échange qui assureraient la pérennité du capitalisme monopoliste.
3. La forme de gouvernements démocratiques libéraux, qui

devraient être exportés vers des pays encore sous autocratie et monarchie.

Fukuyama et d'autres avaient mis de côté le marxisme. Il fallait le traiter comme un anachronisme. Socialisme et communisme, selon eux, avaient été vaincus pendant la guerre froide. L'effondrement de l'Union soviétique, pour eux, fut essentiellement la capitulation de la grande bataille historique ouverte avec les révolutions du XVIIIe siècle en France (1789-1799), en Haïti (1791-1804) et aux USA (1775-1783). Ces révolutions, selon les Hégéliens du 20ème siècle, ont lancé un débat entre les idées de liberté et d'égalité. L'idée de liberté suggérait que les individus doivent être protégés de l'intervention de l'État, tandis que l'idée d'égalité suggérait que tous les instruments (y compris l'intervention de l'État) doivent être utilisés pour créer un monde plus égalitaire. Grosso modo, les forces de l'égalité (c'est-à-dire celles qui se sont battues pour construire le socialisme) avaient perdu au début des années 1990, tandis que les forces de la liberté (c'est-à-dire celles qui voulaient permettre au capitalisme de fonctionner librement) avaient triomphé.

Dans ce contexte de victoire des USA s – pour ainsi dire – Castro déclara que la nouvelle ère avait forcé la gauche à entrer dans une bataille d'idées et à engager un bras de fer avec les néolibéraux voulant créer un monde devenu le terrain de jeu des possédants. Les idées de la bourgeoisie, dit Castro, sont asphyxiantes. Elles supposent que le psychosocial est entièrement assimilable à l'avidité ; que la maximisation du

profit – la charge émotionnelle de l'homme d'affaires – décrit le comportement humain dans son ensemble. Ils croient, dit Castro à Caracas (Venezuela), que les êtres humains sont des animaux « qu'on peut mener par la carotte ou le bâton ». Les néolibéraux ne voient pas que les êtres humains sont complexes, que nous aimons, que nous nous soucions d'autrui, que nous pensons et réfléchissons. C'est à ce niveau que nous devons intervenir – affirmait Castro – tant au niveau politique que géopolitique. Les portes de l'académie se fermaient lentement au monde du marxisme et à d'autres théories émancipatrices. C'est dans ce contexte que Castro et le gouvernement cubain lancèrent la Bataille des idées, bataille menée pour défendre la créativité et l'esprit critique du marxisme. C'était soutenir – et Castro citait là son héros José Martí – que la *tranchée des idées* est aussi importante que *celle des pavés*, que les luttes au sein des diverses institutions culturelles et intellectuelles sont aussi importantes que les batailles de rues.

(2) *L'impact sur Cuba*

La chute de l'URSS a posé des défis très difficiles à Cuba. Pour faire simple, Cuba avait compté sur l'URSS pour ses importations de blé et de riz.

Avec l'effondrement de l'URSS, l'accès de Cuba à la farine diminua, tandis que les exportations cubaines de sucre vers l'URSS et les pays du bloc de l'Est chutèrent sensiblement. En



26 JULIO

1991, le nouveau président russe Boris Eltsine mit fin à toute assistance à Cuba. Les importations cubaines s'effondrèrent de moitié entre 1990 et 1993, tandis que le PIB chutait de 35%. C'était une catastrophe. Lors du Quatrième Congrès du Parti en septembre 1991, Castro déclara à ses camarades que l'URSS, qui s'était effondrée, n'avait pas été en mesure de remplir 42 % de ses contrats. Cette situation eut des répercussions sur la modernisation des machines et la livraison de farine aux boulangeries. L'URSS et les pays d'Europe de l'Est, qui avaient auparavant fourni leurs navires pour transporter des produits cubains (agrumes, sucre) vers l'Europe et l'URSS sur une base de solidarité, exigeaient désormais d'être payés en devises fortes. Impossible pour Cuba. L'embargo US s'est durci et Cuba s'est retrouvée de plus en plus isolée.

C'est dans ce contexte difficile que Cuba entra dans ce qu'on appela la Période spéciale en temps de paix. Cette Période spéciale avait pour but de souligner la nécessité de nouvelles politiques et de sacrifices profonds afin de s'affranchir de toute dépendance à l'égard de l'URSS et de l'Europe de l'Est, pour conférer à Cuba une plus grande autonomie économique. Les nouvelles politiques fluctuèrent entre création d'une plus grande autonomie dans certains secteurs et une plus grande dépendance à l'égard de l'aide économique étrangère (y compris le tourisme) dans d'autres. Les points forts de la Période spéciale sont la promotion d'une agriculture agroécologique autosuffisante, la création de nouvelles institutions pour exploiter l'environnement sans le détruire (y compris les vastes récifs coralliens de Cuba) et la promotion des ressources

renouvelables pour répondre aux besoins énergétiques du pays. Mais cela ne fut pas suffisant pour juguler la crise budgétaire immédiate dans le pays. Cuba – par nécessité et à son corps défendant – dut promouvoir tourisme et exploitation minière.

Castro et le gouvernement cubain n'eurent pas de solution permanente à la vulnérabilité économique de Cuba, sous l'emprise de l'embargo US et incapable de trouver des alliés mondiaux avec lesquels commercer sur une base solidaire. La bataille des idées a fourni un mécanisme pour galvaniser l'action publique contre la confusion idéologique provoquée par le tourisme et l'extraction des ressources ainsi que la misère économique. La Ligue de la jeunesse communiste prit l'initiative, défendant les valeurs communistes par des luttes de masse visant à clarifier le rôle de l'impérialisme dans l'asphyxie de Cuba. Des mobilisations telles que la campagne de libération des Cinq Cubains (incarcérés à Miami pour espionnage) et la campagne pour le retour d'Elian Gonzalez à Cuba suscitèrent l'enthousiasme de la jeunesse cubaine.

En 1991, Castro déclara au journal mexicain *Siempre* que le socialisme était plus que des solutions à la pauvreté matérielle, et que l'URSS n'avait pas réussi à inculquer une Bataille d'Idées,

Ces changements n'étaient pas à mes yeux historiquement inévitables. Je ne peux laisser dire cela. Je ne peux me résoudre à cette approche fataliste, car je ne pense pas qu'étaient inévitables le retour au capitalisme et la disparition du camp socialiste. Je pense que les facteurs

subjectifs ont joué un rôle important dans ce processus. Toutes sortes d'erreurs ont été commises, par exemple, le divorce d'avec les masses. Si nous approfondissons ce sujet, nous dirions qu'existaient de grandes faiblesses idéologiques parce que les masses s'éloignèrent des idéaux du socialisme, dont la plus importante : la solidarité humaine. Les vraies valeurs du socialisme furent négligées et les questions matérielles concentraient de plus en plus l'attention au fil du temps. La partie idéologique de ce type de processus était négligée, tandis que la partie matérialiste était mise en avant. Il est soudain apparu que l'objectif du socialisme, selon les déclarations, les discours et les documents écrits, ne visait qu'à élever chaque année le niveau de vie de la population : Un peu plus de tissu, un peu plus de fromage, un peu plus de lait, un peu plus de jambon, un peu plus de biens matériels. Pour moi, le socialisme est un changement total dans la vie du peuple et l'établissement de nouvelles valeurs et d'une nouvelle culture, fondées principalement sur la solidarité entre les peuples, et non sur l'égoïsme et l'individualisme.

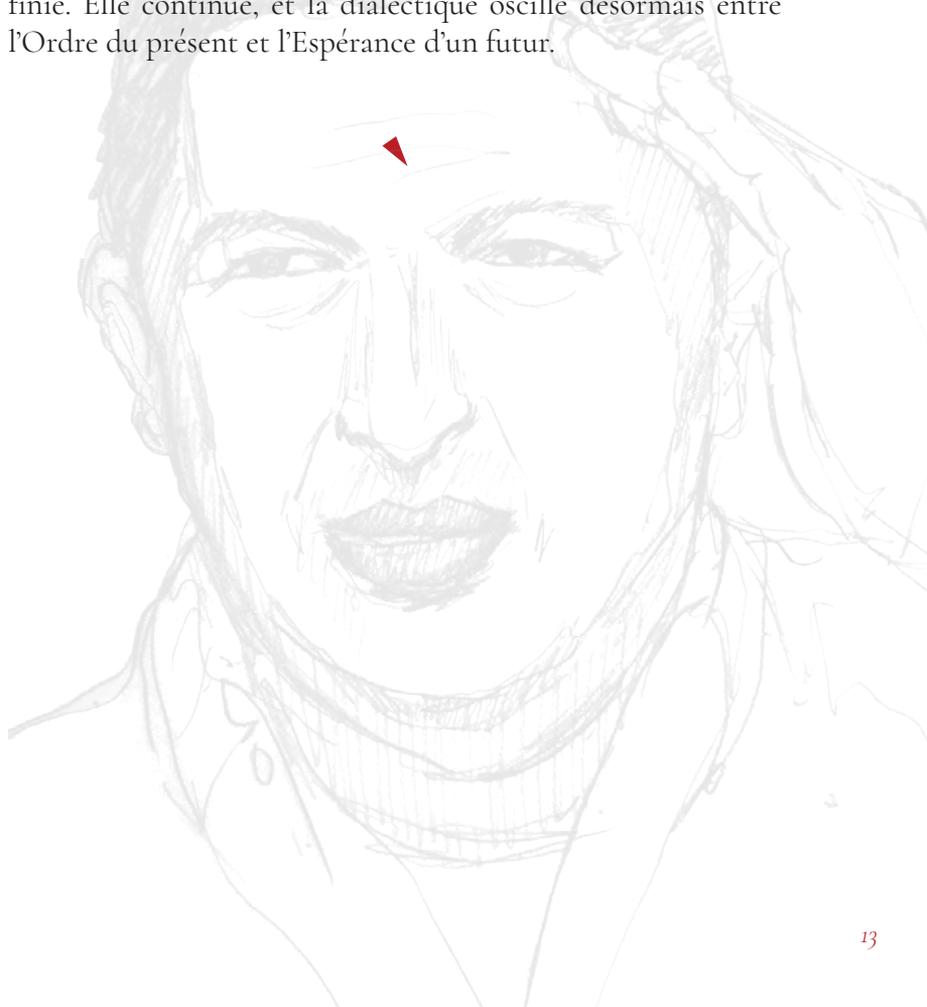
Des conversations sur la solidarité et la nécessité de fonder la société cubaine sur la morale communiste se sont établies. C'est dans ce contexte national que se déroula la Bataille des idées. Au cours des vingt dernières années, depuis le lancement de la Bataille des idées, beaucoup de choses ont changé.

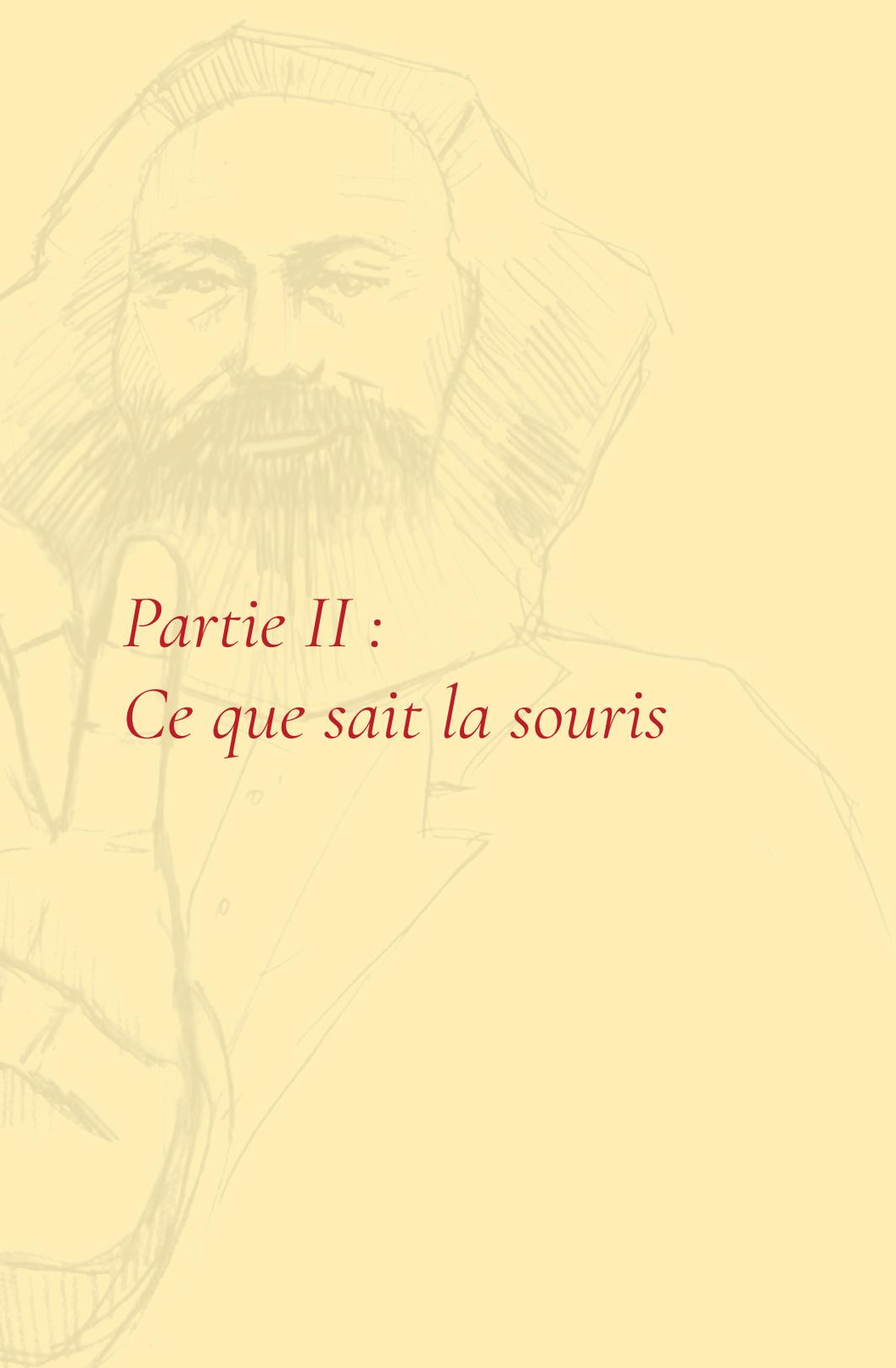
Cuba fut brièvement secourue dans sa désolation par l'arrivée du projet bolivarien en Amérique latine. En 1999, au moment

où les Cubains lançaient la Bataille des idées, Hugo Chávez, à peine élu, se rendit à La Havane et déclara : « Le Venezuela fait voile vers la même mer que le peuple cubain, une mer de bonheur, et de paix et justice sociale réelles ». En 2004, Cuba et le Venezuela ont entamé un commerce solidaire, comprenant la construction d'un câble à fibres optiques entre l'Amérique du Sud et Cuba sous embargo. Les échanges commerciaux se sont accrus, le pétrole vénézuélien affluant vers Cuba, tandis que l'assistance technique de Cuba était bienvenue au Venezuela. Or, cette période fut de courte durée. L'attaque impérialiste contre le Venezuela et Cuba fut brutale, la crise actuelle au Venezuela ayant de graves répercussions sur Cuba.

Francis Fukuyama, le fonctionnaire du Département d'État US, s'est rétracté. Il a, en un sens, reporté la fin de l'histoire. On prend maintenant au sérieux les livres suggérant que l'inégalité des revenus et de la richesse a atteint des niveaux obscènes. La crise du crédit de 2007- 2008 a incité de nombreux commentateurs sérieux à suggérer qu'il fallait réexaminer les idées de Karl Marx. Au cœur de l'Occident, les politiciens socialistes ont connu un nouveau départ, tandis que des protestations inspirées par la théorie marxiste éclataient d'Oakland (Californie) à Paris (France). Plus la bourgeoisie recourt aux gaz lacrymogènes et aux pistolets Taser et plus les signes de l'effilochement de cette hégémonie deviennent apparents. Les gens qui sont maintenant connus sous le nom populaire de 1% ne prétendent plus avoir de réponses aux problèmes de la planète. Peu de gens croient encore que privatisation et esprit d'entreprise sont les voies de l'avenir. Même les milliardaires doutent de pouvoir contrôler

l'ordre mondial. Leurs zones résidentielles fermées – défendues par de hauts murs et des gardes armés – ne les protégeront pas de la montée des eaux du changement climatique et de la ruée des multitudes d'une société atomisée. Les scènes de l'attaque israélienne contre les Palestiniens à la clôture de Gaza et de l'attaque US contre les Honduriens à la barrière du Rio Grande sont un aperçu de ce qui est déjà là. L'histoire n'est pas finie. Elle continue, et la dialectique oscille désormais entre l'Ordre du présent et l'Espérance d'un futur.





Partie II :
Ce que sait la souris

Dans sa onzième thèse sur Feuerbach de 1845, Karl Marx écrit une phrase devenue célèbre à juste titre : *Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer*. Ce que Marx voulait dire était clair – que les intellectuels de son temps s'occupaient de l'interprétation de l'histoire humaine. Ils ne semblaient pas vouloir changer quoi que ce soit. Les inégalités du capitalisme ne les dérangent pas. Deux ans auparavant, Marx avait proposé un slogan latin – *muta pecora, prona et ventri obedientia* : le troupeau est silencieux, soumis, et obéit à son ventre. Il fallait mettre fin à cette attitude. La troisième thèse de Marx sur Feuerbach est souvent ignorée – *l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué*. Comment éduquer l'éducateur, l'intellectuel ? Par une « praxis révolutionnaire », écrit Marx. L'idée de « praxis révolutionnaire » renvoie à la fois à une attitude envers la société et à une obligation de participer à la transformation de la société. Cette attitude envers la société, cette position, suggère que les formes sociales ne sont pas éternelles et immuables mais toujours en mouvement. Puisqu'elles sont en mouvement, il est possible de lutter pour les rendre plus humaines. C'est la tâche de l'intellectuel.

Marx a trouvé impossible de nier le désir de changement. C'est ce désir de transformation qui a poussé des intellectuels comme Marx à aller à la racine des raisons pour lesquelles les choses étaient si inégales et misérables. Ce n'est pas seulement le rejet des méthodes bourgeoises ainsi que la création d'un nouveau système de connaissances qui les ont conduits à la vérité. Il n'aurait pas été suffisant que leur nouvelle méthode – le marxisme – soit simplement composée de meilleurs outils.

Elle devait produire des outils basés sur une plate-forme entièrement différente. Elle devait aborder la réalité d'un point de vue historique et comprendre les concepts comme provisoires pour leur époque, et comme étant historiquement spécifiques. Elle devait réaliser que les structures humaines et les processus sociaux viennent de quelque part et sont donc capables d'aller quelque part.

Ce fut une leçon qui captiva les générations postérieures à Marx : des intellectuels de classes et de nationalités différentes se penchèrent sur leurs sociétés pour en apprendre sur elles et les transformer. La possibilité d'un intellectuel émancipateur était arrivée.

Mais ce type de pensée intellectuelle – qu'il soit académique ou artistique – était minoritaire. La plupart des intellectuels ne se sont pas lancés dans le mouvement émancipateur. L'attrait des engagements plus anciens – envers la hiérarchie sociale, l'argent et dieu – n'était pas facile à esquiver. Le commentaire acerbe de Marx au sujet de ceux qui ont seulement interprété le monde mais n'ont pas cherché à le changer visait une classe spécifique d'intellectuels. Ce sont des intellectuels qui se distinguent du reste du monde, qui se voient eux-mêmes et leur travail à l'abri du désordre de l'inégalité et de la guerre, de la souffrance et de la lutte. Ces intellectuels faisaient partie des institutions, mais considéraient ces institutions comme un camp de base du mont Olympe – où vivaient les dieux – et ne se voyaient pas eux-mêmes comme un produit de l'État et de la société qui utilisait la valeur ajoutée pour construire ces

institutions.

Tel ou tel professeur avait telle ou telle grande idée. Mais qui a nettoyé leurs bureaux ? Qui a fait ses recherches ? Qui lui a fourni son surplus de temps de travail – qui a ensuite été utilisé pour donner du temps libre au professeur ? Qui ? De tels professeurs s'en fichent. Ces professeurs ont le sentiment que la vie leur doit la libération et qu'ils peuvent penser et faire ce qu'ils veulent. Ces professeurs n'ont aucune obligation envers le monde. De tels professeurs écrivent sur le monde mais se voient – comme des dieux – planant au-dessus des contradictions du monde qui produisent le perchoir professoral.

Une telle posture de détachement est possible. Elle nous poursuit depuis des siècles. Elle est défendue par de hauts murs et des diplômes, par des vigiles et du jargon. En fait, comme l'a écrit Frantz Fanon, ce jargon est dangereux. « L'entreprise d'obscurcissement du langage est un masque derrière lequel se profile une plus vaste entreprise de dépouillement », écrit Fanon dans *Les Damnés de la Terre*. L'intellectuel doit rendre la structure claire. La souris, quant à elle, qui grignote les notes du professeur, sait que les intellectuels vivent dans le monde, qu'ils sont enracinés dans le monde, qu'ils ont leurs propres habitudes de classe et qu'ils possèdent leur propre instinct de classe. Les intellectuels engagés dans les projets de la classe ouvrière et des déshérités le savent, comme l'écrit Fanon : « On peut tout expliquer au peuple à condition toutefois qu'on veuille vraiment qu'il comprenne ».



Les meilleurs de ces intellectuels veulent comprendre le monde, élaborer des explications historiques ou transhistoriques de ce qu'ils voient autour d'eux. Mais, la plupart d'entre eux, à l'époque de Marx et à notre époque, écrivent sur le monde sans savoir comment transformer ce qu'ils observent. Ce sont des textes d'interprétation, des textes qui partent d'une attitude face à la réalité et qui suggère son caractère insurmontable. Même ceux qui sentent un problème et veulent changer les choses n'étudient pas nécessairement la réalité en mouvement, la réalité avec la possibilité de transformation. Pour adopter cette position, Marx a suggéré dans cette phrase clé (*Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde...*), de croire fondamentalement en la possibilité du changement et de tracer dans le présent les voies vers un futur émancipé.

Un demi-siècle après que Marx ait écrit cette ligne, le militant communiste italien Antonio Gramsci est revenu sur le thème de l'intellectuel émancipateur. Pour Gramsci, il n'existe évidemment pas un seul type d'intellectuel, mais plusieurs. L'activité intellectuelle ne saurait être considérée comme conduisant inexorablement à la fidélité au socialisme. La plupart des intellectuels – note Gramsci – soit étaient opposés à tout changement, soit ne se considéraient pas comme conservateurs ou émancipateurs, mais comme des penseurs techniques. À cette fin, Gramsci offre un ensemble utile de distinctions entre les intellectuels organiques, les intellectuels traditionnels et les intellectuels d'un nouveau type.

Les intellectuels ne sont pas une classe en soi. Ils sont

enracinés dans la classe dont ils sont issus ; ils développent des engagements soit envers leur classe d'origine, soit envers d'autres classes. Gramsci, dans ses *Cahiers de prison*, est clair sur ce point :

Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique, crée en même temps que lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique et social : le chef d'entreprise capitaliste crée avec lui le technicien de l'industrie, le spécialiste de l'économie politique, l'organisateur d'une nouvelle culture, d'un nouveau droit, etc., etc.

Chaque classe produit donc ses intellectuels. La classe capitaliste a besoin de l'économiste néolibéral ("spécialiste de l'économie politique") et du publicitaire ("organisateur d'une nouvelle culture"). Chacun de ces intellectuels se présente comme neutre, comme au-delà de toute classe, comme un scientifique de la réalité. Mais, en réalité, ils sont gouvernés par une certaine position de classe, une certaine vision du monde qui est façonnée par les intérêts et les besoins de la classe capitaliste. C'est l'économiste capitaliste qui va, par exemple, insister sur le fait que la faim dans le monde est le résultat de la pénurie ; cet économiste ne veut pas reconnaître que le monde produit 150% de ses besoins alimentaires. La paysannerie a ses propres intellectuels – des agriculteurs qui comprennent les

maladies des cultures et les conditions météorologiques, qui sont consultés par d'autres agriculteurs au sujet des aléas sur le terrain ou pour obtenir des conseils sur l'irrigation. Ce sont des intellectuels de la paysannerie. Chaque intellectuel est organique à sa classe. Ce sont des **intellectuels organiques**. Ces intellectuels, précise Gramsci, donnent "homogénéité et conscience de leur propre fonction" à leurs classes respectives.

Mais c'est l'intellectuel des classes dominantes qui est capable de faire passer leurs conceptions de la vie sociale pour des conceptions universelles. Ils sont capables de dissimuler leurs préjugés de classe derrière les prétentions d'une science sociale, d'établir des catégories et des concepts qui semblent purs plutôt que figés dans l'intérêt des classes dominantes. Dans la conception dominante de l'économie, par exemple, la rareté est le concept qui façonne la discipline. Si la rareté est le concept principal, alors la discipline pose la question suivante : comment répartir au mieux les biens rares, et la réponse est "le marché".

Mais même ce "marché" n'est pas un terme neutre. Il cache en lui-même que le marché est façonné par la structure sociale, par ceux qui sont assez puissants pour définir le marché. Les "choix du marché" signifient, par exemple, que ceux qui ont faim mais qui n'ont pas d'argent ne devraient pas être autorisés à manger. De nos jours, indique l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), environ un milliard de personnes souffrent de la faim. C'est un chiffre très conservateur. L'Inde à elle seule compte environ 700



millions de personnes sous-alimentées. Les marchés, disent les économistes, fixent les prix, et les prix sont le meilleur moyen d'allouer des ressources rares. Cette proposition passe pour neutre, alors qu'il s'agit en fait d'un point de vue des intellectuels qui sont organiques aux classes dominantes.

D'autres intellectuels, enracinés dans la vision du monde d'autres classes telles que la paysannerie, pourraient se demander : comment se fait-il que ceux qui produisent la nourriture ne puissent pas la manger ? Comment se fait-il que le monde produise plus de nourriture que celle dont on a faim ? Qu'arrive-t-il à la nourriture qui reste ? Pourquoi les gouvernements la détruisent-ils avant qu'elle serve à nourrir les affamés ? Ce sont des questions qui sortent des prétentions du monde intellectuel créées par les intellectuels qui ont adopté la perspective de classe du bloc de l'élite.

L'intellectuel de la paysannerie n'est pas pris autant au sérieux que l'intellectuel de la classe capitaliste. Dans chaque formation sociale, la classe dominante détermine ce qui est logique et considéré comme vrai. Par conséquent, les intellectuels de la classe dominante sont considérés comme les vrais intellectuels, comme les **intellectuels traditionnels**. L'économiste et le publicitaire sont les intellectuels traditionnels de l'ordre, mais aussi ceux qui sont les vestiges de l'époque plus ancienne, comme les prêtres et les propriétaires fonciers.

Pour Gramsci, ni les intellectuels organiques ni les intellectuels traditionnels ne sont intrinsèquement conservateurs ou

radicaux. Généralement, les intellectuels traditionnels – enracinés dans leur classe dominante – sont conservateurs et s’opposent aux changements systémiques qui ébranleraient l’ordre social ; les intellectuels organiques de différentes classes sont souvent gouvernés par le mode de pensée produit par les intellectuels traditionnels, de sorte qu’ils sont souvent conservateurs et peu enclins au changement. Les intellectuels de la paysannerie qui deviennent prêtres ou avocats sont enfermés dans le conservatisme social des institutions religieuses et judiciaires. Cela reflète le commentaire de Marx et Engels dans *L’idéologie allemande*, “ Les idées dominantes de l’époque sont les idées de la classe dominante “.

Cependant, quelques intellectuels organiques des travailleurs ont conscience des conditions de leur classe, ils les interprètent contre les idées dominantes et produisent une compréhension radicale du monde. Leurs opinions émergent mais risquent de se dissiper à moins d’être enracinées dans un mouvement social ou politique, de préférence dans un parti politique quelconque. Gramsci appelle ces intellectuels les **nouveaux intellectuels**, ceux qui se lancent dans “ la participation active à la vie pratique, comme constructeurs, organisateurs, persuadeurs permanents “. Le persuadeur permanent, le nouvel intellectuel, note Gramsci, est la personne qui se consacre à répondre aux doléances du peuple, à élaborer la conscience populaire, à écarter le carcan suffocant de la pensée et à créer toujours plus d’espace pour la lutte populaire, la faire entendre et remporter la victoire. Ces nouveaux intellectuels ne sont pas nécessairement marxistes, mais ils sont assurément investis

dans les luttes des classes clés du peuple et ils sont sans conteste conscients de la nécessité de lutter pour la construction d'un monde socialiste.





Partie III :
Notre contexte et notre
recherche

En 1935, le dramaturge marxiste allemand Bertolt Brecht a écrit une courte note sur capitalisme et fascisme : “ Ceux qui sont contre le fascisme sans être contre le capitalisme ne se font pas prier pour manger le veau, mais ils répugnent la vue du sang. Tout ce qu'ils veulent c'est que le boucher se lave les mains avant de peser leur viande. Ils ne sont pas contre les rapports de propriété qui engendrent la barbarie ; ils sont seulement contre la barbarie elle-même”.

Les “ relations de propriété “ faisaient référence au capitalisme – dans lequel une petite minorité de la population mondiale détient la vaste masse de la richesse sociale (terre, travail et capital). Cette richesse sociale est utilisée à des fins homéopathiques pour faire travailler des êtres humains et exploiter la nature, pour la seule et bonne raison de faire de l'argent avec de l'argent, c'est-à-dire en tirant du profit. L'investissement de ce capital, gourmand par nature, n'a que faire de l'homme et de nature.

Ce capital se démarque de la vie humaine, il désire seulement accumuler de plus en plus de capital, à tout prix. Ce qui motive cette minorité – les capitalistes – c'est d'augmenter leurs profits en recherchant toujours une plus grande *rentabilité*.

Du fait de la nature cyclique de l'économie, les capitalistes constatent que les investissements faciles et sûrs, offrant des profits garantis n'existent pas. Cette crise de rentabilité les conduit à faire grève de 2 manières –

(1) Tout d'abord, une **grève fiscale** : les capitalistes utilisent leur pouvoir politique pour réduire leur propre charge fiscale et augmenter leur richesse.

(2) Deuxièmement, une **grève de l'investissement** : les capitalistes cessent d'investir dans le secteur productif pour préserver leur richesse par des placements spéculatifs.

Ces grèves des capitalistes détournent la richesse sociale de son usage social et assèchent les perspectives économiques du plus grand nombre. Avec l'augmentation de l'automatisation et de la productivité, les capitalistes commencent à remplacer les travailleurs par des machines ou à déplacer les travailleurs en faveur de l'efficacité du processus de production. Dans ce cas, des investissements sont réalisés – dans des machines et dans l'efficacité sur le lieu de travail – mais ils ont le même impact sur la société que la grève des investissements : moins de personnes trouvent un emploi et plus de gens deviennent chômeurs permanents.

Les taux élevés d'inégalité des revenus et des richesses ainsi que les aspirations étouffées d'une grande partie de la population à une vie meilleure créent une grave crise de légitimité pour le système. Les gens qui travaillent dur mais ne voient pas leur travail récompensé commencent à douter du système, surtout s'ils ne voient pas une issue aux "relations de propriété" qui les appauvrissent. Les politiciens du courant dominant qui se font les champions des "relations de propriété" et qui font appel à

ceux qui veulent désespérément devenir entrepreneurs ne sont plus considérés comme crédibles.

Nous espérons donner des exemples d'un avenir possible, construit pour répondre aux aspirations des gens, et partager les visions de cet avenir qu'ils élaborent dès aujourd'hui.

Des hommes forts – tels que Trump et Bolsonaro – émergent dans les pays où ce genre d'avenir ne semble plus envisageable. Ils rabaissent les politiciens du courant dominant en leur reprochant l'échec de leurs projets, mais ils n'offrent pas non plus de solution cohérente à l'escalade de la crise. Bien au contraire, les hommes forts incriminent les personnes vulnérables pour les aspirations modérées de la grande majorité. Parmi ces personnes vulnérables figurent les minorités sociales, les migrants, les réfugiés et tous ceux qui sont socialement impuissants. Les hommes forts montrent les dents contre les faibles, qui pâtissent de la colère de ceux qui ont de grandes aspirations mais sans pouvoir les satisfaire. Les guerres impérialistes éclatent le long d'un arc qui part d'Asie centrale et s'étend jusqu'en Amérique du Sud et elles s'intensifient. Les interventions humanitaires sont un cache-sexe qui masque les réalités de la recolonisation et le vol de ressources. Les hommes forts s'appuient sur les frustrations des gens sans offrir de sortie raisonnable à une situation de forte inégalité et de turbulence économique.

La sous-consommation est l'une des théories expliquant le problème. Voici la teneur générale de cette théorie : les masses



ne peuvent s'offrir les biens produits, puisque ces personnes n'ont pas assez de revenus. Le problème se trouve du côté de la demande. Si l'on trouve un moyen d'augmenter l'argent donné à la masse du peuple, ils peuvent alors consommer plus et sauver le capitalisme de sa crise.

Voici l'une des approches pour résoudre ce problème de sous-consommation : accroître l'offre de crédit privé aux gens, car ils seront ensuite incités – par la publicité – à vivre au-delà de leurs revenus. Ils s'endetteront, mais leur consommation – on croise les doigts – stimulera l'économie et mettra un terme à la crise. Au bout du compte, ces gens ne seront pas en mesure de rembourser leurs dettes – qui va gonfler et créer de graves problèmes sociaux. Les gouvernements seront obligés d'emprunter pour prendre sur eux la charge pesant sur les banques lorsque les emprunteurs font faillite. Dès lors les gouvernements empruntent pour sauver les banques, ils assument les obligations des banques. Cela fait pression sur les gouvernements pour qu'ils réduisent leurs propres budgets, réductions frappant principalement les dépenses sociales. L'octroi de crédits privés par les banques pour résoudre le problème de la sous-consommation se termine généralement par l'endettement des gouvernements, puis par des programmes d'austérité généralisés.

Voici une deuxième façon de régler ce problème de sous-consommation : le gouvernement offre aux consommateurs des incitations économiques, par le biais de réductions d'impôt ou d'un programme de transferts directs en espèces. Quoi qu'il

en soit, le gouvernement confie son argent aux gens et les encourage à acheter des biens pour stimuler l'économie. Encore une fois, c'est le gouvernement qui s'endette pour résoudre la crise du capitalisme. Une fois de plus, la dette explosera, et le gouvernement devra se lancer dans un programme d'austérité pour apaiser les créanciers et le FMI. Une fois de plus, cela va conduire à toujours plus d'austérité, ce qui va une fois de plus réduire le pouvoir d'achat du public.

Le cycle se poursuivra, comme on le constate de l'Argentine à l'Indonésie.

Soit les individus et les familles, soit l'État s'endettent pour augmenter la consommation globale et sauver le capitalisme de lui-même. De cette façon, on n'exige pas au capital lui-même de sacrifier quoi que ce soit. Il est autorisé à poursuivre la stratégie de rentabilité.

Le capital cherche à accroître sa rentabilité par divers moyens :

- 1) Remplacer les personnes par des machines ou rendre les gens plus efficaces. Cela permet aux entreprises d'embaucher moins de personnel, de tirer parti de l'automatisation et des gains de productivité et de profiter de leur plus forte compétitivité effective pour éliminer leurs concurrents.
- 2) Transférer les usines dans des zones où les taux de salaire sont plus bas et où n'existent pas de réglementations au sujet du lieu de travail et de l'environnement.

3) Réduire les charges de l'impôt en faisant une grève fiscale : ils transfèrent leur argent dans des paradis fiscaux.

4) Transférer les capitaux des activités productives vers les activités financières, commerciales et rentières.

5) Acheter des biens publics à faible coût et les monétiser à des fins lucratives.

Ces stratégies permettent aux capitalistes d'augmenter leur richesse, mais en même temps d'appauvrir d'autres personnes et la société.

On demande aux gens d'être patriotes. Mais tout ce qu'on exige du capital c'est d'être rentable.

Pour la gauche, cette situation pose de sérieux problèmes. La première série de défis consiste à trouver un moyen d'organiser les personnes qui voient leur société dévastée et leurs attentes déçues. La deuxième série consiste à réussir à trouver une issue politique à ce système et ses limites.

Quels sont les obstacles qui se dressent devant nous pour organiser les gens contre cet intolérable système ?

1) **Aspirations.** Au cours des cinq dernières décennies, les médias capitalistes et l'industrie publicitaire ont créé un ensemble d'aspirations qui ont brisé la culture de la classe ouvrière et de la paysannerie ainsi que les mondes culturels



traditionnels du passé. Aujourd'hui, les jeunes attendent davantage de la vie, ce qui est une bonne chose, mais ces attentes sont moins sociales et plutôt individuelles, les espoirs individuels étant souvent attachés à l'un ou l'autre type de marchandises. Être libre, c'est acheter. Acheter, c'est être en vie. Telle est la devise du système capitaliste. Mais ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter et qui s'endettent pour assouvir leurs aspirations sont aussi constamment déçus. C'est cette déception que les Hommes Forts orientent vers la haine. Les mouvements de gauche peuvent-ils canaliser cette déception pour la changer en espoir productif ?

2) **Atomisation.** La réduction des services sociaux fournis par l'État, la privatisation accrue de la vie sociale et l'augmentation astronomique de l'interaction avec le monde numérique ont accru l'atomisation de interactions humaines. Là où les gens avaient auparavant échangé des idées et des biens, s'entraidaient et s'inspiraient mutuellement, de moins en moins de lieux existent pour encourager de telles interactions face à face. La fragmentation de la société et l'épuisement des gens luttant pour survivre ont rendu plus difficile pour la gauche de rassembler les gens pour créer le changement social. Télévision et médias sociaux dominant maintenant le monde de la communication. Ce sont des lieux qui appartiennent à des entreprises capitalistes monopolistes. La gauche a toujours compté sur les institutions de la société pour la relayer. Plus ces liens sociaux se fragmentent, plus la gauche se dissout. Les

mouvements de gauche peuvent-ils aider à reconstruire ces institutions, ces processus et cette société qui est notre fondation ?

3) **Allogène.** Les Hommes Forts pointent du doigt l'”allogène” – minorités sociales, migrants, réfugiés et tous ceux qui sont socialement faibles. C'est contre ces gens que l'extrême droite peut construire sa force. Il ne peut y avoir de résurgence de gauche sans une défense ferme et complète de l'”autre”, un rejet total de ces idées fascistes de haine biologique qui saturent la société. Il est plus difficile de construire une politique d'amour qu'une politique de haine. Les mouvements de gauche peuvent-ils développer une politique de l'amour qui attire les masses ?

4) **Confiance.** La politique en faveur du peuple s'enracine dans la confiance. Si les gens n'ont pas confiance dans leurs activités pour réformer ou changer le système, ils resteront inactifs. Les vagues d'agitation conduisent souvent à une plus grande confiance en soi, mais même ici, on ne s'intéresse pas tant à la dernière personne à se joindre à une manifestation, mais plutôt aux premières personnes qui ont construit le réseau aboutissant à la manifestation. La décadence sociale conduit à un manque de confiance en soi et au renoncement aux changements politiques – surtout lorsque la société d'aspiration suggère que le seul changement nécessaire c'est que chacun devienne entrepreneur. La gauche peut-elle produire la sensibilité qu'un avenir est possible et donner aux gens assez de

confiance en eux pour se battre et construire cet avenir ?

5) **Démocratie sans démocratie.** Dans les sociétés non-démocratiques, ce problème n'est pas immédiat. Dans ces contextes, la tâche prioritaire c'est d'obtenir la démocratie la plus complète possible. Dans les sociétés où la démocratie fait loi, ou du moins une illusion de démocratie, l'oligarchie et l'impérialisme ont utilisé de nombreuses méthodes pour saper cette démocratie, dominer la société sans suspendre la démocratie. Les méthodes utilisées sont sophistiquées, notamment pour délégitimer les institutions de l'État, dénigrer les élections, utiliser l'argent pour corrompre le processus électoral, utiliser les médias sociaux et la publicité pour détruire les candidats de l'opposition et instrumentaliser les institutions les moins démocratiques au sein d'une démocratie – tel qu'un pouvoir judiciaire non élu – pour éroder le pouvoir des représentants élus. La gauche peut-elle défendre l'idée de la démocratie contre cette attrition sans laisser la démocratie se réduire à de simples élections et au système électoral ?

Une fois organisés les gens pour faire pression en faveur d'un nouveau système mondial, quel cadre politique faut-il adopter ? C'est ici que les intellectuels doivent mettre en action leur cœur et leur âme. Nous devons réfléchir sérieusement aux nombreuses façons créatives d'utiliser notre richesse sociale pour résoudre les problèmes urgents de l'humanité – faim, maladie, catastrophe climatique. Nous devons trouver des moyens d'éradiquer les raisons des guerres. Nous devons utiliser

notre créativité pour reconstruire le secteur productif autour de formes telles que les coopératives. Nous devons utiliser la richesse sociale pour nous enrichir sur le plan culturel, en créant davantage d'espaces physiques où interagir, produire de la culture et de l'art. Nous devons utiliser notre richesse sociale pour créer des sociétés qui n'obligent pas les gens à travailler pour survivre, mais subordonnent leur travail à l'ingéniosité et à la passion humaines.

L'une des principales caractéristiques de notre institut de recherche est de développer une théorie du futur. Quels éléments du futur sont-ils disponibles aujourd'hui ? Il ne suffit pas d'enquêter sur les problèmes du présent. Il est essentiel de participer à cette discussion : à quoi ressemblerait une société transformée ? À cette fin, nous étudions dès à présent des projets qui encouragent de nouveaux modes de vie et de nouvelles méthodes de production. L'un des grands inconvénients de l'inflation actuelle des atrocités c'est le sentiment que ce cauchemar est la seule solution envisageable. Aucune autre alternative ne saurait être imaginée. La dérision exclue de penser à un avenir différent. Quand ils sont tentés de le faire (les êtres humains résilients finissent toujours par le faire), ceux qui sont au pouvoir s'efforcent d'étouffer dans l'œuf ces aspirations. Puissants et propriétaires préfèrent qu'aucun modèle d'alternative ne s'épanouisse. Cela remettrait en question l'affirmation que ce qui gouverne le monde à présent est éternel, que l'Histoire a pris fin.

Il est cruel de penser à ces espoirs comme naïfs. Cela nous

dit beaucoup qu'il est plus facile d'imaginer la fin de la terre que d'imaginer la fin du capitalisme, d'imaginer la calotte glaciaire qui nous submerge, plutôt que d'imaginer un monde où notre capacité de production nous enrichit tous. Cela en dit tellement sur l'humanité que nous voulons nous concentrer sur l'annihilation plutôt que sur les gestes du potentiel humain que l'on peut entrevoir dans les coopératives du Kerala et le mouvement des travailleurs exclus en Argentine, pour que nous détournions notre visage des monde construits par des travailleurs sans terre au Brésil et par des habitants de bidonvilles en Afrique du Sud. Ce ne sont pas des développements à tourner en dérision, ni des initiatives dont on peut se moquer. Au milieu de ces développements, on voit les germes de l'avenir. En eux se trouve le chemin alternatif de l'humanité.



Tricontinental: Institute for Social Research
*is an international, movement-driven institution
focused on stimulating intellectual debate that serves
people's aspirations.*

L'Institut Tricontinental de Recherche Sociale
*est une institution soutenue par des organisations
militantes et dont l'objectif est de stimuler le débat
intellectuel au service des aspirations populaires.*

the **trico**ntinental.org